



Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **25, 39, 68, 70, 90**
Annonce No **18-134766**
Fournitures

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville de Mandeuré.
Correspondant : m le maire de Mandeuré, 34 rue de la libération 25350 Mandeuré,
tél. : 03-81-36-28-80, télécopieur : 03-81-36-28-99,
courriel : mairie.mandeuré@ville-mandeuré.com
adresse internet : <http://www.ville-mandeuré.com>.
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches.mandeuré.com>.
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Objet du marché : **fourniture de restauration scolaire.**
Type de marché de fournitures : achat
CPV - Objet principal : 55523100.
Lieu de livraison : sites de restauration scolaire et crèche, 25350 Mandeuré.
Code NUTS : FRC21.

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.
Accord-cadre avec un seul opérateur.
Durée de l'accord-cadre : 3 an(s).

Caractéristiques principales :
fourniture et livraison des repas en liaison froide pour les trois cantines et la crèche.
Les prestations du marché font l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande sans minimum avec un maximum de 25 000 repas annuels, dans les conditions fixées aux articles 28, 59, 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : le nombre de déjeuners à livrer est d'environ
- pour la crèche : 15 repas/jour, 5 jours/semaines sauf Août et quelques vacances
- pour les trois cantines scolaires : 150 repas par jour; 4 jours/semaine en période scolaire.

Calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles : accord cadre mono attributaire à bons de commande d'une durée de un an à compter du 02 janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019 reconductible 2 ans sans minimum avec un maximum de 25 000 repas/an.

Des variantes seront-elles prises en compte: oui. La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : .

à compter du 2 janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2021.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 2 janvier 2019.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : -les prix sont révisables, (en cas de reconduction

-Le délai de paiement du règlement des comptes est fixé à 30 jours.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : -Soit à un opérateur économique unique

-Soit à un groupement d'opérateurs économiques. Ce groupement sera solidaire, le mandataire étant seul responsable dans les relations avec le Pouvoir Adjudicateur.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas

d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 ,46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des

mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise;

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTII) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.

Autres renseignements demandés :

- Autres renseignements demandés : agrément sanitaire ou dérogation à l'agrément notifié par la Préfecture.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 6 novembre 2018, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

les dossiers seront à transmettre sur notre plateforme dématérialisée Synapse :

<http://www.marches-mandeure.com>

Le Pouvoir Adjudicateur accepte les candidatures et les offres sous forme papier qui peuvent être transmises sous pli unique à la Mairie de Mandeure.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 28 septembre 2018.

Mots descripteurs : Restauration collective.

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun